

Nadège Béraud-Kauffmann

**Résistance et Résistantes
en Rhône-Alpes**

1939 – 1945

ISBN version ebook 978-2-9571233-1-5

© Nadège Béraud-Kauffmann, 2019

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

Introduction

L'histoire a tendance à ne raconter que les batailles et donc à donner la prééminence à l'action des hommes sur le front. Mais les femmes aussi jouent un rôle très important : elles assurent la logistique à l'arrière ou bien sont aussi présentes sur le front, sans arme, comme soignantes, auxiliaires et parfois même comme guerrières. Vous avez déjà entendu parler des légendaires Amazones, de Jeanne d'Arc et plus récemment des combattantes Kurdes en Syrie ; peut-être connaissez-vous aussi les « Sorcières de la nuit », ces jeunes femmes pilotes russes ayant combattu durant la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, pendant longtemps, la mémoire collective n'a retenu que l'action des hommes dans les récits des conflits du XXe siècle. Le fait militaire devenu un apanage masculin a été le seul à être mis en avant. Certes les femmes ont été beaucoup moins nombreuses à combattre mais est-ce une raison suffisante pour reléguer leur engagement aux oubliettes de l'histoire ? Il en est de même concernant la guerre de l'ombre menée par les résistants qui, même s'ils ont accueilli plus volontiers des femmes dans leurs rangs, ont eu eux aussi une fâcheuse tendance à l'oubli après-guerre. Cette inclination s'est récemment infléchie ; les études sur le genre ont fait progresser la recherche historique sur le rôle actif et la participation de la gent féminine durant les guerres du XXe siècle. Pendant la Grande Guerre en effet, elles ont assuré

le remplacement des hommes à leur poste de travail, fait tourner les usines d'armement à l'arrière tout en continuant de s'occuper de leur famille. Mais il y a plus ; certaines ont également été envoyées au front. Les gouvernants du début du siècle dernier, des hommes, étaient opposés à l'idée que les femmes puissent combattre pour des raisons idéologiques, culturelles et sociales. Soyons honnêtes une grande majorité de femmes auraient été probablement choquées à l'idée même d'imaginer l'une d'entre elle s'engager dans une telle lutte. Juridiquement pourtant, les signataires de la Convention de Genève en 1929 ont dû reconnaître indirectement l'importance de la participation féminine au cours de la Première Guerre mondiale en prévoyant des clauses en leur faveur, concernant notamment le traitement des prisonnières. Or qui dit « prisonnières de guerre » dit « combattantes » ...

Pendant la Seconde Guerre mondiale l'idée de l'implication des femmes progresse mais elles sont encore un peu plus nombreuses à être envoyées au front : elles sont pilotes d'avions de transport de troupes ou de rapatriements sanitaires, infirmières chargées parfois sous le feu de l'évacuation des blessés. Du côté de la lutte secrète, elles sont membres d'un réseau et plus rarement d'un maquis, collaboratrices d'une imprimerie clandestine, agentes de liaison, radio-opératrices ou responsables de réseaux résistants, agentes spéciales en mission parachutées en territoire occupé ... Elles portent parfois un uniforme, vivent en caserne, soignent les

blessés, conduisent des camions, commandent le feu de batteries anti-aériennes - avec toutefois l'interdiction d'appuyer elles-mêmes sur la gâchette. Lorsque la main d'œuvre masculine vient à manquer après que les Alliés ont compté de nombreuses pertes parmi leur rang, on est bien obligé d'accepter l'idée que des femmes puissent s'engager. Toutefois on ne leur accorde pas toujours un statut militaire même si elles sont envoyées sur le terrain pour de véritables missions de guerre. C'est le cas des *Women Airforce Service Pilots* (WASP) qui ont un statut civil alors qu'elles effectuent des missions pour l'Armée de l'Air américaine : du convoyage ou des remorquages de cible pour les artilleurs, une activité plutôt dangereuse ! Plusieurs dizaines d'entre elles perdent d'ailleurs la vie et n'ont droit à aucune pension ni aucun honneur militaire. Il faut attendre une loi édictée sous le mandat de Jimmy Carter en 1977 pour qu'enfin leur soit octroyées un statut militaire. C'est aussi le cas des Infirmières Pilotes Secouristes de l'Armée de l'Air (IPSA) qui dépendent de la Croix-Rouge Française et qui, bien qu'entièrement dévouées au soin des blessés et à leur Nation, sont bénévoles. Et une fois la guerre terminée la vie « normale » doit reprendre son cours comme si de rien n'était ou presque. Dans le cercle privé de la famille, malgré les séquelles physiques et psychologiques – ou à cause d'elles - il est très difficile de parler ; certains faits paraissent littéralement incroyables notamment les récits des

rescapés des camps qui suscitent tantôt une curiosité malsaine tantôt l'effroi. Par peur, par pudeur ou parce-que le seul souvenir des événements est trop douloureux, on refuse d'évoquer le moindre souvenir. Dans son ouvrage « La guerre n'a pas un visage de femmes » consacrée aux combattantes de l'ex-Union Soviétique, Svetlana Alexievitch témoigne de l'omerta qui suit le conflit. Parmi les anciennes Snipers avec lesquelles elle s'entretient, toutes lui affirment qu'elles n'ont osé parler à personne de leurs activités militaires après la guerre, par gêne, par pudeur ou par peur du ridicule. Pas même à leur famille. On a ainsi oublié, jusque récemment, leur courage et leur abnégation passés. Que dire aussi des pionnières de l'aviation française ; patriotes comme leurs homologues masculins, elles s'engagent comme pilotes aux convois d'avions en 1940 puis intègrent de manière éphémère l'Armée de l'Air en 1946, avant que les portes ne se ferment subitement pour elles jusqu'au début des années 1980. Il n'y a que dans les mouvements de la résistance et dans cette lutte depuis l'intérieur que des femmes ont pu trouver une forme d'égalité avec les hommes et ont été considérées réellement comme des soldats. En effet des grades leur ont été attribués et elles ont reçu une reconnaissance militaire par le biais de décorations. Mais là encore le parcours de nombre d'entre elles a été occulté puis oublié après le conflit. Seuls les noms de quelques-unes qui se sont lancées en politique sont restés dans la mémoire collective.

Combien connaissez-vous de noms de femmes résistantes ou de « grandes résistantes » comme le titrait un célèbre quotidien¹ il y a quelques années ? Lucie Aubrac, Germaine Tillon, Marie-Madeleine Fourcade... Mais *quid* de ces milliers d'inconnues, ces autres combattantes de l'ombre restées discrètes après-guerre qui ont quitté leur famille et qui au péril de leur vie sont devenues agentes secrètes, radio-opératrices, agentes de liaison, secrétaires de réseaux ou infirmières au maquis ? Il est important de mettre fin à cette injustice afin de pouvoir enfin rendre hommage à tous ceux mais aussi à toutes celles qui ont combattu le régime nazi.

Dans notre région la résistance est active dès les premières heures. Après la Débâcle et l'Armistice de juin 1940 la France est coupée en deux par la Ligne de Démarcation. Le pays est occupé par l'armée allemande dans le nord, territoire comprenant toute la Côte atlantique, tandis qu'au sud de la Loire la zone est dite « libre ». Certains encore poursuivis par les fantômes de la Grande Guerre se résignent et acceptent le Gouvernement de Vichy ; d'autres confiants remettent leur destin entre les mains du Maréchal Pétain, le héros de Verdun. Mais partout des hommes et des femmes – très peu nombreux dans un premier temps -, refusent la défaite et cherchent des moyens pour lutter contre l'occupant au nord comme au sud. Les groupes de résistants s'organisent en réseaux et tissent leur toile notamment en région lyonnaise et dans la Loire où

transitent les agents secrets et où sont effectués de plus en plus de parachutages clandestins. Tout cela est coordonné depuis Londres. En effet dans la capitale anglaise, d'où le Général de Gaulle a fait son célèbre appel le 18 juin, la résistance commence aussi à s'organiser en soutien à la France et avec sa participation. Dès le mois de juillet le premier ministre britannique Winston Churchill décide de contribuer à la lutte clandestine et inaugure la création des services secrets, le *Special Operations Executive* (SOE), par ces quelques mots : « Set Europe ablaze ! »². Depuis le 1 *Dorset Square* des hommes et des femmes planifient à distance des actions de déstabilisation des Allemands notamment sur le sol français. La section F s'occupe de ces missions sous la direction du Capitaine Maurice Buckmaster, futur Colonel. Cet officier de renseignement de la 50^e Division est parvenu à fuir *via* Dunkerque en juin 1940. Maîtrisant la langue de Goethe, il est chargé un temps d'interroger des prisonniers allemands. La section F se compose de seulement quatre personnes lorsqu'en septembre 1941 il en est nommé le chef. En six mois le personnel double ce qui permet les premiers passages à l'action fin 1941. A cette date commencent aussi les liaisons radiophoniques avec les agents et les résistants des zones occupées. Elles sont capitales car elles permettent de coordonner des parachutages, des déposes de matériel et d'agents, ou bien des ramassages de résistants et de personnel navigant victimes de crashes. Parmi le

matériel envoyé se trouvent notamment les précieux postes radio émetteurs à destination des opérateurs qui, traqués par les autorités françaises et la Gestapo, prennent des risques énormes. Dans la foulée de la création du service secret britannique le Général de Gaulle inaugure le Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) qui va œuvrer conjointement avec le SOE. D'autres services secrets sont consacrés au renseignement : le Secret Intelligence Service (SIS) ou le MI 6 mettent également sur pied des missions à cet effet. Des agents, hommes et femmes, sont recrutés et des moyens sont mis en place entre les deux pays séparés par la Manche afin que les décisions prises à Londres soient appliquées notamment sur le territoire français – et progressivement dans toute l'Europe - : des avions de la Royal Air Force (RAF) transformés, des petits appareils monomoteur comme d'énormes bombardiers quadrimoteur, pilotés par des hommes formés à cet effet, sont dédiés aux opérations spéciales et effectuent désormais des vols au clair de lune. Ils relient des terrains clandestins homologués au préalable par leurs propres équipages. Par ailleurs des messages en français au contenu bien particuliers sont lus le soir par un speaker sur les ondes de la fameuse radio anglaise la BBC afin de donner le signal : les résistants savent alors qu'un ou plusieurs avions de la RAF décollent bientôt afin d'acheminer des agents ou du matériel. Outre l'apport en hommes, armes, vêtements, nourritures, matériel radio et

outils, l'impact psychologique sur le moral de l'Occupant est important. Côté français aussi une poignée d'hommes et de femmes s'organisent de mieux en mieux. L'invasion de la zone libre en novembre 1942 puis l'instauration du Service du Travail Obligatoire (STO) en février 1943 font gonfler les effectifs de l'Armée de l'Ombre et petit à petit les maquis de l'Ain, du Vercors ou des Glières grossissent. On trouve de nombreuses femmes dans les rangs de la résistance, plutôt au sein des réseaux que dans les maquis. Voici l'histoire de quatre d'entre elles, d'origines sociales et de personnalités différentes, que rien ne semblait pouvoir réunir et pourtant elles vont agir sous la même bannière.

**Les premières heures
1940-1942 : Antonia
Lafond**

Entre 1940 et 1942 Lyon est encore en zone libre. Dans toute la région de nombreux réseaux se mettent en place au point que l'ancienne capitale des Gaules devient une plaque tournante de la résistance. Des aviateurs de l'ancien aérodrome de Bron notamment, pas encore remis du choc et de la rapidité de l'offensive allemande, sont parmi les premiers à se rebeller contre la nouvelle situation. Plusieurs Francs-Maçons les rejoignent après la dissolution du Grand Orient de France et un groupe mêlant les uns et les autres, baptisé Coq Enchaîné³, se forme fin 1941. Il recrute des membres de diverses origines : outre les officiers de l'aviation, des élus municipaux⁴, des commerçants, des industriels, des artisans et des fonctionnaires s'engagent. La plupart des cadres de Coq Enchaîné rejoindront ultérieurement les Mouvements Unis de la Résistance (MUR). Ce groupe de résistants français est l'un des premiers à travailler avec des agents du SOE de la section F ; c'est ainsi que dans le Rhône et la Loire Coq Enchaîné agit conjointement avec Spruce⁵, un groupe anglais appartenant au réseau Buckmaster, et organise les premiers parachutages d'armes en zone sud en mai 1942. Pour le bon fonctionnement des missions spéciales ces troupes ont besoin d'hommes et de femmes sur le terrain, au plus près des déposes d'agents ou des parachutages. Chargés d'organiser l'opération depuis le sol français, de trouver des terrains, de recruter des membres pour les comités de réception, de récupérer le matériel en

pleine nuit, de l'acheminer vers des cachettes puis de le répartir entre des groupes de partisans, ils ont un rôle capital. Ils sont de fait très exposés et les services secrets allemands en collaboration avec les gendarmes français les surveillent de près. Encore peu organisés et peu rompus à la discrétion, ils sont nombreux à être démasqués même en zone libre, à être arrêtés, interrogés voire déportés. L'une d'entre eux est l'institutrice Antonia Lafond.